

Contribution de la section PS du XXème arrondissement de Paris à la consultation sur le Manifeste du PSE pour 2009

Les camarades réunis au sein de la veille européenne et internationale de la section PS du XXème arrondissement de Paris ont pris connaissance de la présentation des quatre grands thèmes de réflexion ouverts à la consultation des militants par le PES ainsi que des questions afférentes.

La Nouvelle Europe Sociale

S'agissant du thème central à leurs yeux de l'Europe sociale, leurs réactions sont les suivantes:

Mise en oeuvre d'un SMIC européen avec une convergence progressive

Ils insistent avec force pour que le principe d'un SMIC européen soit retenu. Il y va de la dignité des travailleurs, du respect de l'égalité de droits entre eux et de la justice sociale. Cette mesure est de nature aussi à freiner les délocalisations sauvages. Le groupe et la section, en plein accord avec lui, sont conscients que la mise en oeuvre d'une telle mesure doit être progressive, l'important étant qu'un salaire minimum soit fixé dans chaque Etat membre en fonction de différents critères (revenu moyen, PIB..) et qu'une harmonisation s'effectue sur une période à fixer: 10 ans, 12 ans...

Défense des services publics assurés par l'Etat pour les besoins essentiels des citoyens : santé, éducation, droits des travailleurs, culture...

Le groupe et la section tiennent également à ce que les services publics, pour lesquels la directive européenne est toujours attendue avec impatience, aient dans le Manifeste la place essentielle qu'ils méritent. Il n'est pas question qu'ils soient traités comme les "services économiques d'intérêt général", et encore y aurait-il à dire au sujet de ces services..Nous y reviendrons...

Quand des besoins essentiels des citoyens sont en cause, il est normal pour des socialistes que la puissance publique gère directement ou par délégation ces services, même s'il existe à côté des entreprises privées; Cela vaut entre autres pour la santé, l'éducation, les droits des travailleurs, la culture...Ce qui n'interdit pas à ces services d'être efficaces: les pouvoirs publics, qu'ils soient nationaux ou locaux, doivent y veiller..Quant aux services économiques d'intérêt général, le PSE devra veiller à ce que l'Union ne généralise pas l'ouverture à la concurrence du service en cause, car là encore, il ya bien souvent, dans le domaine des transports publics ou de l'énergie par exemple, des intérêts publics à défendre au service des citoyens...

Pour une politique d'immigration commune, axée sur l'accueil des immigrants et refusant tout choix "économique" des immigrants

Le groupe et la section ont pris note avec intérêt de la mention d'une "politique commune en matière d'immigration économique". S'il s'agit bien d'une politique "positive" venant compenser la politique purement répressive mise en oeuvre jusqu'ici, ils s'en félicitent. Ils tiennent toutefois à souligner qu'en aucun cas il ne pourrait s'agir d'une immigration "choisie". L'Europe, pour des raisons économiques et démographiques, a besoin d'ouvrir ses portes, la discussion entre Etats devant définir les possibilités d'accueil annuelles ou pluriannuelles, et la libre circulation devant faciliter la répartition interne qui pourrait être encouragée par différents moyens. Mais l'Europe a besoin de toutes les qualifications et ne doit surtout pas être accusée "d'écramer" les élites des pays d'émigration entre lesquels, bien entendu, aucune discrimination ne saurait être effectuée..

Pour une mise en oeuvre contraignante de l'égalité homme - femme

S'agissant des droits des femmes, le groupe et la section insistent pour que des garanties soient prévues pour s'assurer de l'égalité de traitement entre les sexes. Ils suggèrent la généralisation d'un mécanisme bien imparfaitement mis en oeuvre en France, consistant dans la communication aux instances représentatives de l'entreprise des salaires versés à poste égal (avec une conversion en ETP) aux hommes et aux femmes; Il pourrait être envisagé de rendre obligatoire le recollement de ces statistiques au niveau national, afin de s'assurer des progrès accomplis par chacun des Etats membres.

L'Europe dans le monde

Concernant le thème "l'Europe dans le monde" :

Une position commune sur les sujets d'importance majeure

Le groupe et la section, de manière réaliste, insistent surtout sur la nécessité que l'Europe "parle d'une seule voix" au moins sur des sujets d'importance majeure et qu'elle le fasse de manière à se faire entendre; Sur le problème israélo-palestinien, par exemple, qu'au sein du "quartet" elle cesse d'être la quatrième et que, prenant enfin le problème à bras le corps, elle aspire à prendre la première place...

Pas de frontières fixes a priori mais des critères d'adhésions clairs

Sur les frontières, le groupe recommande la plus grande prudence, l'Europe n'ayant pas de réelles frontières naturelles au sein du continent eurasiatique : aucune exclusive a priori; des critères ont maintenant été clairement fixés; ils concernent aussi bien les pays candidats que la capacité d'absorption de l'Union...

Une politique de co-développement ciblée et ambitieuse

S'agissant enfin du développement, le groupe recommande une politique très concertée avec les populations concernées afin d'éviter le gaspillage et la corruption, les opérations de terrain étant privilégiées ainsi que le microcrédit. Ce qui ne signifie pas le manque d'ambition: l'objectif de 0,7% du PIB devrait s'imposer à l'Union globalement et le plus vite possible à tous les Etats membres.